

Affaire Cahuzac : promis, François Hollande va agir...



Cinq jours après les aveux de Jérôme Cahuzac, l'exécutif a décidé d'agir. Le président de la République devrait annoncer des mesures choc.

"On doit faire quelque chose ! On va dans le mur et on dirait que François Hollande perd peu à peu le contrôle" disait récemment un élu socialiste à l'Assemblée nationale. Le chef de l'Etat va-t-il agir après l'affaire Cahuzac ? Dans son camp, on souhaite vivement que le président de la République prenne ses responsabilités. Et les proches de Hollande se serait fait entendre.

En effet, d'après des sources de l'Elysée, François Hollande prépare activement des mesures-chocs de moralisation de la vie politique pour tenter de sortir par le haut du premier scandale de son quinquennat. Le président de la République aurait passé le week-end à travailler et à consulter tous azimuts, en contact étroit avec les équipes de Matignon et du ministre chargé des Relations avec le Parlement Alain Vidalies.

Face à l'urgence, l'objectif du gouvernement est d'élaborer le plus rapidement possible un projet de loi sur la base des mesures qu'il avait annoncées mercredi au lendemain de la mise en examen de son ex-ministre du Budget: réforme du Conseil supérieur de la magistrature pour "renforcer l'indépendance de la justice", lutte "impitoyable" contre les conflits entre intérêts publics et privés avec la "publication et le contrôle" du patrimoine des ministres et parlementaires, "interdiction de tout mandat public" pour les élus condamnés pénalement pour fraude fiscale et corruption.

"Je prépare sous l'autorité du président de la République des mesures sévères pour garantir la transparence, le respect de la loi et la probité", a déclaré Jean-Marc Ayrault dans une interview à paraître lundi dans la Nouvelle République du Centre-Ouest. "La fin du cumul des mandats, la transparence totale sur les patrimoines, la traque des conflits d'intérêts, la lutte contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux. Nous ferons tout ceci", assure-t-il. "L'idée c'est de sortir un texte de loi très fort pour juguler" la crise provoquée par cette affaire, affirmait dimanche l'Elysée indiquant sans plus de précisions que "plusieurs pistes sont à l'étude". "On n'est pas en cellule de crise du matin au soir" mais "le président est déterminé à ce que des mesures radicales soient prises rapidement", précisait un conseiller du chef de l'Etat.

Dans l'entourage du chef de l'Etat, certains voient mal comment sortir de l'impasse. "Ce ne sont pas les mesures de moralisation qui vont changer quoi que ce soit. La population a été ébranlée dans ses profondeurs, il y a aujourd'hui une rupture de confiance avec le monde politique", affirme ainsi un de ses conseillers. "Je me souviens du temps où on rêvait d'un quinquennat sans affaires... c'est raté", se lamente un autre, rappelant avec amertume les déclarations de campagne du candidat socialiste. Mais officiellement, le chef de l'Etat a compris le message. Reste à François Hollande de trouver la vraie solution. Une solution qui lui permettrait de retrouver la confiance des Français alors qu'il est passé sous la barre des 30%.